

**L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES ÉDUCATIVES ET DES  
REPRÉSENTATIONS DE L'ÉDUCATION EN FRANCE DURANT LE  
21<sup>ÈME</sup> SIÈCLE À TRAVERS L'ANALYSE DES « RAPPORTS  
D'ACTIVITÉS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION »**

**Michel Lac**

*Université de Toulouse le Mirail  
Département des Sciences de l'Éducation  
Centre de Recherche en Éducation, Formation et Insertion de Toulouse, EA 799  
5, allées Antonio Machado  
31058 Toulouse Cedex 9  
[lac@univ-tlse2.fr](mailto:lac@univ-tlse2.fr)*

---

**Mots-clés :** *rapport ministériels, représentations, évolution, lexique*

**Résumé.** *L'analyse lexicale des rapports d'activité du ministère de l'éducation permet de repérer un certain nombre de transformations entre 2000 et 2007 (date de parution du dernier rapport). Ces écrits officiels, au delà du cadre normatif à l'intérieur duquel s'organise le système éducatif français, véhiculent un ensemble d'éléments représentationnels. La comparaison effectuée entre les cinq rapports existants à ce jour montre une évolution sensible des politiques éducatives avec l'arrivée d'un lexique de plus en plus proche de celui usité dans le secteur privé (concurrence, responsabilité individuelle, rentabilité, etc.). Ces résultats peuvent être compris comme les indicateurs d'un processus de transformation plus profond car touchant l'ensemble des représentations sociales de l'éducation portées par les acteurs concernés. À titre d'exemple, le traitement de l'objet « personnel de l'éducation » passe d'un registre purement pédagogique en 2001 à celui de variable d'ajustement économique en 2007. Il s'agira alors de mesurer l'impact de ces transformations lexicales portée par les politiques sur les représentations et pratiques de la population française.*

Les années 2000, en France, ont données jour à de nombreuses réformes concernant l'éducation. Qu'elles soient effectivement mises en œuvre, en cours d'élaboration ou en projet, elles ont concerné et concernent encore l'ensemble des secteurs de l'éducation.

Bien évidemment l'éducation nationale, dans son histoire, a souvent été le lieu de transformations plus ou moins profondes. Pourtant, l'accélération constatée depuis quelques années, suscite chez certains acteurs (enseignants, chercheurs, parents, élèves, étudiants, etc.) un certain nombre de réactions, de craintes, voire de protestations.

Dans ce climat social, il nous a semblé important d'essayer de comprendre comment, en 9 ans, l'éducation en France avait évolué. Cet article présente les premiers résultats de cette investigation et s'organise autour de quatre parties. La première présente la démarche construite autour de l'analyse des rapports d'activités ministériels parus depuis 2000 ainsi que les spécificités et caractéristiques de ces documents ; la seconde replace cette étude dans le champs théorique de la psychologie sociale en sciences de l'éducation et en précise les contours conceptuels en s'attardant sur les processus représentationnels ; la troisième décrit la méthodologie d'analyse lexicale employée et, enfin, la quatrième présente les résultats les plus « remarquables » et donne lieu à quelques commentaires et ouvertures auxquels ces derniers peuvent renvoyer.

## **1 Les rapports d'activités ministérielles**

Pour ce travail nous avons choisi de nous appuyer sur les « rapports d'activités ministérielles » édités annuellement ou bi-annuellement par le ministère de l'éducation nationale. Ces rapports constituent le bilan des années passées et donnent les orientations futures du ministère qui les édite. Mis en place, en 2000, par le gouvernement Jospin (circulaire du 21 février 2000 relative à l'établissement de rapports d'activité et de comptes rendus de gestion budgétaire ministériel), ils sont une réponse aux orientations retenues par le comité interministériel pour la réforme de l'État en date du 13 juillet 1999. Dans ce cadre ils sont accessibles par tout un chacun sur le site du ministère de l'éducation nationale. Il est à noter que depuis 2007 les rapports d'activités ministériels ne sont plus édités en ligne sur le site du ministère de l'éducation nationale ; ce dernier ne propose plus que des rapports partiels relatifs à certaines thématiques.

Pour exemple, les derniers rapports diffusés sur le site du ministère traitent de l'humanisation des approches de médiation entre le ministère et les enseignants et les étudiants, des TICE dans l'enseignement des langues, de l'orientation, de la crise et après crise relative à la grippe A, de la rénovation de la voie professionnelle, de la mise en œuvre de la réforme de la réforme de l'enseignement primaire.<sup>1</sup>

Finalement, en 9 ans la France a connu 5 ministres de l'éducation (Jack Lang de 2000 à 2002, Luc Ferry de 2002 à 2004, François Fillon de 2004 à 2005, Gilles de Robien de 2005 à 2007 et Xavier Darcos de 2007 à 2009) et autant de rapports (le dernier rapport accessible datant de 2007 il ne contient aucun élément relatif à l'évaluation des activités du ministère sous l'égide de X. Darcos).

Plus précisément, les 5 rapports d'activités ministérielles sur lesquelles nous avons travaillé regroupent un ensemble de rubriques et de données concernant l'ensemble des secteurs de l'éducation nationale de la maternelle à l'université. Ils peuvent être considérés, au delà de la source d'information qu'ils représentent, comme des discours officiels indicateurs des cadres normatifs proposés par l'état.

Quelles sont les grandes lignes présentées dans ces rapports ? En quoi rendent-ils compte d'une évolution des politiques de l'éducation durant la période retenus ? Quelles sont les constantes et les différences ? Et, au delà de ces questions et des secteurs directement sous tutelle de ce ministère, en quoi ces textes sont-ils révélateurs de l'évolution du champ socio-éducatif dans son ensemble ? Toutes ces questions seront abordées à partir d'une étude purement lexicale. Le partie pris est celui d'une analyse de discours automatisée sur ces seuls rapports afin de mettre en évidence les éléments de langage et leurs interconnexions en dehors de tout comparatifs entre différents types de documents officiels et de toute approche de type herméneutique.

---

<sup>1</sup>Tous ces rapports sont consultable à l'adresse : <http://www.education.gouv.fr/recherche.php?recMot=rappor+&type=Simple&recPer=per&submit=>

## 2 Le langage, vecteur de représentations sociales

Cette orientation prend tout son sens dans le champ de la psychologie sociale en Éducation et plus spécifiquement dans le cadre des recherches sur les représentations sociales et leurs évolutions. Nous savons, avec Moscovici (1961), Jodelet (1989) ou encore Moliner (2001) que les représentations sociales évoluent en permanence et qu'elles rendent compte et guident les pratiques des acteurs concernant les objets auxquelles elles s'appliquent. Théoriquement, les représentations sociales et/ou professionnelles (Piasser 1999) sont des formes de connaissance collectivement construites sur des objets ayant valeur d'enjeu pour le groupe en question. Celles-ci permettent non seulement de comprendre un certain nombre d'éléments constitutifs de la réalité des acteurs en question mais aussi, de communiquer et surtout d'agir sur ces derniers.

Ces représentations sont construites dans l'interaction et la communication et donc à travers le langage et sa médiatisation. Un certain nombre d'études récentes ont rappelé (après Moscovici 1961 et Jodelet 1989) que ce langage était en partie véhiculé par les médias à travers une forme plus ou moins prononcée de propagande. Une étude sur la représentation sociale du métier d'animateur chez les futurs animateurs (Lac 2003) a montré que l'élément « sécurité », jusqu'alors absent des représentations recueillies apparaissait comme central après les élections de 2002. Plus récemment, Réglat (2008) a montré comment le discours économique-politique concernant les modes de citoyenneté valorisés par le pouvoir dans différents pays (Argentine, France, Guatemala et Uruguay) venaient influencer les représentations que les jeunes élèves de ces mêmes pays avaient des droits de l'homme et du citoyen.

Ces quelques exemples permettent de faire l'hypothèse que ces rapports ministériels, en tant que relais d'un discours officiels, peuvent être considérés comme des indicateurs mais aussi des vecteurs de représentations concernant l'éducation en France. Autrement dit, ils peuvent être appréhendés comme la traduction d'un cadre normatif à l'intérieur ou à partir duquel l'ensemble des acteurs de l'éducation construisent leurs représentations professionnelles.

Cette hypothèse de travail s'appuie, entre autre, sur les écrits de Harré (Jodelet 1989) qui évoque les rôles respectifs de la grammaire et des lexiques comme vecteurs et supports de représentation sociale. « Les représentations sociales existent dans les structures formelles, syntaxiques des langues parlées et écrites aussi bien que dans l'organisation sémantique de leurs lexiques » (Harré 1989). Jodelet (1989) précise également que c'est par son objectivation dans le langage et par sa mise en acceptabilité par le discours politique que la représentation se révèle être un facteur de transformation sociale.

## 3 L'analyse lexicale

Dans cette optique l'analyse effectuée des cinq rapports édités depuis l'an 2000 se concentre tout particulièrement sur le lexique utilisé et son évolution d'année en année. Pour ce faire, nous avons procédé à une analyse lexicale systématique de chacun des rapports. Dans un premier temps nous avons fait un relevé du vocabulaire utilisé dans chacun des rapports grâce au logiciel libre IRaMuTeQ<sup>2</sup>. Ceci a donné lieu une première approche comparative basée sur la fréquence d'apparition et le rang des mots les plus utilisés dans les rapports en question. Ce premier « tri » a servi à dégager les premières grandes lignes d'évolution mais aussi les permanences lexicales. L'utilisation du logiciel ALCESTE<sup>3</sup> pour effectuer une analyse multidimensionnelle des différents corpus a ensuite permis de déterminer des classes de discours spécifiques à partir du nombre de cooccurrences repérés dans ces textes. Cette analyse (Classification Hiérarchique descendante) permet de mettre à jour les éléments lexicaux saillants et leur organisation et dégagent, *in fine*, les grandes lignes de force sur lesquels les ministères construisent leurs discours et donc leurs politiques. La comparaison des cinq rapports (2001-2002, 2003, 2004, 2005 et 2006-2007) permet

---

<sup>2</sup>IRaMuTeQ : Interface de R pour les Analyses Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires . Logiciel libre réalisé par P. Ratinaud

<sup>3</sup>Alceste classifie de manière semi-automatique les mots pleins à l'intérieur d'un corpus. Pour ce faire, Alceste segmente le texte, établit des similitudes entre les segments et des hiérarchies de classes de mots. Cette méthode est appelée la méthode de classification descendante hiérarchique.

de relever un certain nombre d'évolution. Ainsi, à partir d'une organisation formelle propre à la construction d'un rapport ministériel autour de diverses thématiques, cette analyse met en lumière des glissements lexicaux sensibles entre 2000 et 2007.

Il est à noter que les résultats produits et présentés ici émanent d'analyses effectuées sur chacun des rapports préalablement « toiletté » afin d'éliminer tous les éléments relatifs à l'organisation même des rapports (titres, pagination, etc.) ainsi que ceux relevant d'éléments bibliographiques ou de listes de chiffres concernant soit des statistiques ou états des lieux, soit des subventions accordées par le ministère.

## 4 Les résultats

### 4.1 Analyse comparative du vocabulaire

Les résultats sur la simple fréquence d'apparition du vocabulaire<sup>4</sup> met en avant l'usage permanent et relativement continu de certains mots : *enseignement, recherche, formation, éducation, école, établissement, élève, étudiant, professionnel, enseignant* ; propre au cadre ministériel dans lequel ces rapports s'inscrivent. Par contre, des glissements de saillance de mots entre les différents rapports sont à noter. Ainsi l'usage de *nouveau* réduit très sensiblement durant les dernières années passant de 163 apparitions en 2002 à 48 en 2007. Autre élément prégnant la disparition dans le dernier rapport du mot *personnel* qui connaît, lui aussi une courbe allant de 150, apparitions à 125, 100, 64 et enfin 0 en 2007. L'effet se trouve être inversé pour la notion d'*objectif*. Ces différences sont en partie un effet de taille des rapports, effet trompeur mais qui peut être atténué (dans les cas cités) par les rangs d'apparition des mots en question. Pour exemple, *objectif* passe du rang 71 en 2002 au rang 10 en 2007 avec une croissance continue, quand dans le même temps le mot *nouveau* passe du rang 11 en 2002 au rang 31 en 2007. L'analyse en terme de rang permet de relever entre autre l'apparition et la présence de plus en plus marquée des mots *entreprise, international, loi* mais aussi *connaissance* ou *emploi* (absents dans le premier rapport), ainsi que de *réussite, niveau* ou encore *égalité* (présent seulement dans le rapport 2007). Pour finir, et de manière non exhaustive, on note la présence du terme *violence* dans le rapport 2002 (absent des 100 premiers mots dans tous les autres) et celle de *sécurité* uniquement dans celui de 2007.

Bien que pouvant paraître anecdotiques, ces premières constatations révèlent l'importance d'une telle analyse lexicale. Les quelques différences exposées ici à titre d'exemple ne peuvent être uniquement imputées à des questions de formes et traitées comme telles. Les travaux sur les représentations sociales présentées plus avant montrent comment l'usage des mots (notamment quand il est le produit d'instances officielles) n'est jamais vide de sens et d'intention.

Pour aller plus avant nous allons analyser les résultats des traitements multidimensionnels obtenus pour chacun des 5 rapports. Nous nous appuierons essentiellement sur les Classifications Hiérarchiques Descendantes qui fournissent des classes de discours faisant ressortir les « mondes lexicaux » utilisés dans les discours.

### 4.2 Analyse multidimensionnelle

Le premier constat concerne le nombre de classes de discours obtenues après analyse des rapports. Malgré une organisation sensiblement équivalente, le rapport 2001-2002 donne lieu à cinq classes, celui de 2003 à six, celui de 2004 à cinq, 2005 à six et enfin le rapport 2006-2007 à 7 classes.

Au delà de ces différences de découpage, cinq grandes catégories de discours (homogènes et distinctes les unes des autres) traversent néanmoins les cinq rapports analysés<sup>5</sup>.

La première est centrée sur l'école et la place de l'élève dans ses apprentissages. La seconde traite de la recherche et des relations internationales, la troisième décrit les rapports entre acteurs de l'éducation et État, la quatrième traite des aspects financiers et enfin la cinquième porte sur la formation et l'université.

---

<sup>4</sup>Analyse effectuée sur les 100 premiers mots de chaque rapport en terme de fréquence d'apparition.

<sup>5</sup>On trouvera en annexe un tableau récapitulatif des formes significatives pour chacune des thématiques pour chacun des rapports avec leurs Chi2 respectifs.

#### 4.2.1 L'école et l'élève

Concernant les discours relatifs à l'école et l'élève, le premier rapport (2001-2002) met l'accent sur les campagnes de prévention concernant la *violence* et la *sensibilisation* à la *citoyenneté* et sur le thème de la *sexualité*. L'école est ici le vecteur de cette politique éducative globale car touchant aussi bien les élèves que les *familles*. L'année 2003 voit apparaître une plus grande attention sur la *lutte* contre les *fractures* et les priorités misent sur l'*illettrisme*, le *handicap* et la *violence*. Le discours type contenu dans le rapport 2004 met davantage l'accent sur une éducation en *alternance* en valorisant l'*expérience* en classe et hors classe. 2005 voit se développer un discours sur une redéfinition plus stricte de l'*organisation* du système scolaire avec l'apparition de la notion d'*obligation*. Enfin, le rapport 2007 met clairement en avant un lexique relatif au socle commun mais aussi à la *sécurité* et la *responsabilité* des élèves et des familles. Les notions de *respect*, de *victime* de *lutte* et d'*autorité* viennent compléter le lexique utilisé.

On perçoit très clairement, dans cet exemple, un glissement lexical permettant de repérer le passage d'une volonté de *sensibilisation* en début de siècle à celle d'une *responsabilisation* en 2007.

#### 4.2.2 La recherche

L'ensemble des cinq thématiques transversales aux différents rapports font apparaître les mêmes types de transformations diachroniques.

Les résultats obtenus montrent que sur le thème de la recherche l'évolution se fait de la mise en avant de la *coopération* (en 2002) vers la *compétitivité* et le rayonnement de la France (en 2007). Cette évolution est repérable à partir des déclinaisons particulières de la notion de recherche. En 2002 la *recherche* est significativement associée aux notions de *coopération*, de *partenariat* et de *développement* ; en 2003 à la *technologie*, à l'*excellence* et l'*industrie* ; en 2004 le discours type s'enrichit des notions de *développement durable* et d'*environnement* ; en 2005 l'accent est aussi mis sur l'aspect *humain* et les *nanotechnologies* ; enfin 2007 marque une rupture en reléguant le vocabulaire pré-cité pour mettre en avant les termes d'*attraction*, de *compétitivité*, d'*international*, d'*industrie* et d'*indépendance*.

Ici encore l'analyse multidimensionnel de discours permet de dégager une classe relative à cette thématique dans chacun des rapports. Les formes significativement associées à ces classes laissent entrevoir un repositionnement des enjeux de la recherche qui, d'objet à développer devient, en quelque sorte, objet de développement dans une acception plus large car dépassant le cadre strict de la science.

#### 4.2.3 Les rapport état/personnel

Concernant les rapports entre l'état et les personnels de l'éducation nous constatons que les préoccupations d'amélioration des conditions de travail (par le développement des nouvelles technologies par exemple) dans les premiers rapports se transforment en volonté de réaffirmer la place de l'état par une *concertation* accrue avec les acteurs.

Pour cette thématique les mots significativement reliées aux classes de discours concernées passent de *gestion*, *personnel* et *internet* à deux classe distinctes en 2003 séparant la *gestion administrative* et l'*espace numérique* puis à la *gestion* et au *pilotage des services* par la *refonte du parc immobilier* en 2004 pour s'orienter vers un repositionnement de l'état en accentuant les notions de *loi* et de *parlement* et, en 2007 la mise en avant d'un *cahier des charge* et de la *concertation* entre *état* et *fonctionnaires*.

Plus éparse, cette thématique est traversée par différents niveaux qui permettent d'observer le passage du discours relatif aux nouvelles technologies des enseignants vers apprenants ainsi que l'arrivée massive de termes liés à l'état et son rôle dans la gestion du personnel (rôle réservé aux discours relatif aux finances jusqu'en 2004).

#### 4.2.4 L'université

Sur l'université l'accent mis sur la *mobilité* des étudiants et la *rénovation* des *diplômes* jusqu'en 2004 laisse place à la notion de *discrimination positive* et surtout à l'*insertion professionnelle* et au lien avec les *entreprises* en 2007.

Le vocabulaire lié à l'université et son organisation en classe de discours est ici quelque peu éparpillé. En effet cette thématique semble particulièrement sensible à l'organisation même des ministères. Parfois intégrée directement au ministère de l'éducation nationale, parfois relevant de son propre ministère ou même (rapport 2003) intégré dans un ministère élargi à la jeunesse, l'université semble, par sa complexité, (dans l'analyse effectuée) être un objet polymorphe voire polysémique. Néanmoins nous pouvons extraire certains éléments de vocabulaire donnant une idée de l'évolution constatée.

A *diplôme*, *discipline*, *apprentissage* et *mobilité européenne* en 2002 vient se rajouter la notion de *formation professionnelle* en 2003 relégué ensuite aux discours concernant les collèges et lycées. En 2005 apparaissent des mots tels que *gestion*, *administration*, *personnel* ou *contrat* marquant une centration sur l'intra université au moment de la mise en place généralisée du LMD. Le rapport 2007 met en avant l'*insertion professionnelle* à travers des mots comme *débouchés*, *emploi*, *métier*, *apprenti*, etc ainsi que la notion de *discrimination positive* dans le cadre des classes *préparatoires*.

#### 4.2.5 Les finances

Enfin, les discours types sur les finances de l'éducation font apparaître une évolution allant de l'affirmation d'une augmentation des moyens mis à disposition à l'arrivée (*augmentation*, *effectif*, *budget*, *poste*, *titularisation*, *milliard*) de la notion de *public/privée* en 2005 et, pour finir, en 2007 la disparition de cette classe de discours en tant que telle, qui se retrouve intégrée à la classe traitant des rapports acteurs/état comme vue précédemment dans le traitement de la thématique relative au personnel.

Dans ce dernier cas, l'analyse permet de mettre en exergue une transformation sensible des éléments de représentations véhiculés par l'état.

En revenant sur la théorie des représentations sociales et leurs processus d'évolution, l'amalgame entre deux éléments jusqu'ici distincts (finance et personnel) peut être lu comme l'amorce d'une dynamique de transformation des représentations jusqu'alors à l'œuvre dans les groupes concernés. Autrement dit, en ramenant au même plan ces deux objets, ils tireront, à terme et théoriquement, une partie de leur signification l'un de l'autre. Les représentations construites sur les acteurs de l'éducation pourraient alors se faire par le biais d'une mise en lien de cet objet avec son aspect financier : dans une perspective de processus de transformation des représentations, le personnel devient alors, pour l'état, puis pour tout un chacun (concerné par l'éducation) une variable économique comme une autre.

Ainsi, au delà d'une évolution purement lexical c'est aussi l'évolution du sens (en tant que lien) entre les mots, leur organisation, qui transparait dans cette étude.

#### 4.3 Discussion

On le voit ici, entre 2001 et 2007 la politique éducative portée par les divers gouvernements semble avoir pris un certain nombre d'orientations allant de plus en plus vers une individualisation des responsabilités (pour les élèves, les familles mais aussi les professionnels) ainsi que vers l'entrée massive de notions jusqu'alors propres au secteur privé (compétitivité, entreprise, concertation, coûts, etc.). Au delà des évolutions de l'éducation nationale, l'analyse des rapports ministériels laisse entrevoir une transformation plus globale portée par les politiques publiques dans l'ensemble de la société.

Sans aller aussi loin, les différentes études portant sur les représentations sociales des acteurs du secteur socio-éducatif comme les animateurs (Lac 2007), les assistantes sociales (Hille 2009), les éducateurs spécialisés (Dumont 2009) à propos de leurs métiers rappellent toutes la prégnance de l'évolution de ce cadre normatif proposé et porté par les politiques. La discussion pourra s'appuyer sur ces études (et bien d'autres) pour spécifier les analogies entre discours émanant de rapports tels

que ceux étudiés dans cette recherche et les représentations sociales et professionnelles des acteurs concernés directement ou indirectement à propos des objets saillants de leurs métiers ou de leurs champs d'activités.

Marqueurs d'une évolution (rapide) du discours officiel dans le domaine de l'éducation l'étude lexicale réalisée peut alors devenir un outil au service de recherches portant sur l'évolution des représentations sociales et/ou professionnelles concernant cet objet. Ce travail peut aussi être considéré comme les prémices d'une étude plus large (quantitativement et qualitativement) sur les textes officiels (nombreux) concernant l'éducation et ses ramifications.

## 5. Bibliographie

- DUMONT J.F (2009) *Les émotions, vecteurs de l'actualisation de l'implication et des représentations professionnelles. L'exemple des moniteurs éducateurs en formation*. Thèse de doctorat en Sciences de l'Education, Université de Toulouse-Le Mirail.
- HILLE F. (2009) *Impact des médias sur les représentations professionnelles des violences urbaines, le cas des assistantes de services sociales*. Mémoire de Master en Sciences de l'Education. UTM
- JODELET, D. (sous la direction de) (1989). *Les représentations sociales*. Paris : PUF
- LAC M., (2003), *Un groupe en formation, contribution à l'analyse des transformations de l'implication et des représentations. L'exemple du D.E.U.S.T. « médiation sociale, éducative et documentaire : les métiers de l'animation »*, Thèse de doctorat en Sciences de l'Education, Université de Toulouse-Le Mirail.
- MOLINER, P. . (sous la direction de) (2001). *La dynamique des représentations sociales*. Grenoble :PUG
- MOSCOVICI, S (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : PUF.
- PIASER, A.- 1999.- *Représentations professionnelles à l'école. Particularités selon le statut : enseignant, inspecteur*. Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation. UTM
- REGLAT B. (2008) *Recherche comparative sur les représentations sociales des démocraties libérales a travers l'éducation civique, juridique et sociale chez les élèves de France, d'Argentine, d'Uruguay et du Guatemala*. Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation.- UTM

## 6. Annexes

Mots significatifs	L'école et l'élève	La recherche	L'état et le personnel	L'université	Les finances
<b>Rapport 2001-2002</b>	Violence 69,62 Campagne 51,65 Prévention 36,85 Sexuel 36,85 Sensibilisation 25 Citoyenneté 17,3	Partenariat 59,08 Coopération 40,1 développement 39,37	Internet 109,14 Gestion 97,33 personnel 97,2	Diplôme 62,02 Discipline 41,57 Apprentissage 33,61 Européen 34,33	Augmentation 64,85 Effectif 60,37 Budget 47,98 Poste 46,04 Titularisation 31,29 Milliard 44,84
<b>Rapport 2003</b>	Fracture 109,53 Lutter 105,57 Violence 61,63 Illettrisme 61,6 Handicap 52,46	Technologie 137,57 Excellence 74,62 Industrie 65,31	Gestion 125,04 Administration 95,23 Numérique 121,01	Formation 156,31 Professionnelle 148,83 Diplôme 106,01	Financer 26,1
<b>Rapport 2004</b>	Élève 86,27 Alternance 29,15 Expérience 36,92	Environnement 107,65 Énergie 153,54 Développement durable 55,11	Immobilier 82,99 Patrimoine 47,3 Contrôler 74,63 Moderniser 68,4	Europe 67,06 Engagement 37,89 Coopération 30,32 Mobilité 30,01	Sources 207,87 Dépenses 135,58 Moyen 86,22 Hausse 79,62 Dollars 72,54
<b>Rapport 2005</b>	Élève 150,08 Horaires 43,06 Difficultés 43,06 Obligatoire 36,83	Sciences 81,39 Humain 59,71 Environnement 59,71 Nanotechnologies 44,15	Loi 283,42 Orientation 176,02 Parlement 141,26	Gestion 38,81 Administration 38,81 Personnel 30,11 Contrat 16,2	Privé 125,32 Public 71,62 Financer 71,01 Recherche 65,04 Dépense 62,16
<b>Rapport 2006-2007</b>	Socle commun 249,42 Sécurité 57,18 Problème 25,03 Comportement 25,03 Responsabilité 23,14 Famille 16,62	Attraction 35,41 Compétitif 27,44 Internationale 15,31 Industrie 22,35 Indépendance 15,9	Cahier des charges 55,18 Concertation 21,35 État 49,72 Fonctionnaire 16,55	Professionnel 133,79 Insertion 70,4 Débouché Emploi Métier Apprenti Classe 61,23 Préparatoire 98,67 Élève 38,02 Défavoriser 35,66 Réussite 26,01	Cahier des charges 55,18 Concertation 21,35 État 49,72 Fonctionnaire 16,55 Effectif 21,35 Financier 10,65

Tableau 1 : Récapitulatif des formes significatives et du Chi2 associé par rapport et par thématique